

DANS CE  
NUMÉRO :

Edito 1

Motion 2  
Ukraine

Pacte Pou-  
voir de Vivre 3

Bilan 4  
Blanquer et 5

Election 6  
présiden- à  
tielle 9

AG UFR et 10  
Conseil UFR 11

A propos des 12  
migrants

Page culturelle 13

Contacts 14

Adhésions

## Edito

### Elections présidentielles : ni neutres, ni partisans.

Nous allons voter, prochainement, pour l'élection présidentielle, et, en juin, pour élire nos députés.

Fidèle à ses valeurs, la CFDT ne donnera pas de consigne de vote, tout en combattant l'extrême droite. Mais, notre syndicat ne reste pas inactif et se veut également force de proposition. C'est tout le sens de la démarche du Pacte du Pouvoir de Vivre initié par 63 organisations, dont la CFDT. Ce manifeste de 90 propositions a l'ambition de lier revendications sociales et environnementales.

Mais, ce pacte doit devenir une boîte à idées collective irrigant l'espace public, au risque de rejoindre l'armoire, bien remplie, des projets ambitieux.

C'est pourquoi, localement, des sections CFDT de retraités (Tarn, Tarn et Garonne...) prennent des initiatives, pour débattre, proposer, intervenir, avec d'autres partenaires pour faire avancer les choses pour plus de justice sociale et d'égalité.

*Claude Alliot*



Bernadette RAVAILLE (81), Anne-Marie ASSALIT (46), Daniel VILLA-VEGA (82), Suzy SALAVDORI, Bernadette MARTY, Michèle FERLET, Mireille TORREGROSA, Claude ALLIOT (31/09) animent la coordination des SSR Sgen-CFDT de Midi-Pyrénées.



**L'assemblée générale de l'Union fédérale des retraités (UFR) du Sgen-CFDT réunie à Paris les 9 et 10 mars 2022, a adopté à l'unanimité la motion d'actualité suivante relative à la situation en Ukraine.**

Les délégués à l'assemblée générale de l'Union fédérale des retraités du Sgen-CFDT, profondément choqués par les événements qui se déroulent en Ukraine depuis le 24 février, expriment leur solidarité avec le peuple ukrainien et notamment avec les travailleuses et les travailleurs et les retraités de ce pays. Avec l'ensemble de la CFDT et des organisations signataires du Pacte de Pouvoir de Vivre (PPV), ils condamnent l'attaque des forces armées russes contre l'Ukraine et dénoncent la multiplication des victimes civiles s'ajoutant à tous les militaires disparus. Ils exigent l'arrêt immédiat des opérations militaires, que les troupes russes quittent le pays et que le dialogue et les pourparlers réels pour la paix soient intensifiés.

L'UFR constate que des enfants, des femmes et des hommes sont tués ou forcés à quitter leur pays. Elle veut contribuer à ce que le peuple d'Ukraine soit soutenu sur place, et trouve un accueil digne en France.

Elle appelle ses adhérents à contribuer au fonds de soutien aux Ukrainiennes et Ukrainiens lancé par la Confédération syndicale internationale (CSI) et à se mobiliser en faveur de l'accueil en France des personnes réfugiées et déplacées, en se référant à la 8<sup>e</sup> proposition du PPV.

Paris, le 10 mars 2022

## **Bienvenue à la nouvelle section des Hautes-Pyrénées.**

Après le Tarn et Garonne, le Tarn, le Lot, la Haute-Garonne et l'Ariège, les camarades des Hautes-Pyrénées viennent de créer leur Section Syndicale de Retraités Sgen-CFDT.

## Le pacte du pouvoir de vivre...localement

### « Donner à chacun le pouvoir de vivre »

Le Pacte du Pouvoir de Vivre (PPV) est une alliance d'associations, syndicats et mutuelles, représentant des millions de personnes. Ces organisations couvrent les thématiques de l'Environnement, Pauvreté-Exclusion-Migration, Travail, Éducation, Démocratie, Solidarité-Santé et Citoyenneté). Aujourd'hui, le Pacte compte plus de 60 organisations membres et près de 35 groupes locaux.

Depuis sa création le Pacte du pouvoir de vivre porte des propositions concrètes et efficaces (actuellement 90 propositions) qui partent de constats partagés par toutes les organisations du PPV. Elles agissent auprès du gouvernement, des députés, des sénateurs et des élus locaux pour que les questions écologiques et sociales soient au cœur du débat. Ces 90 propositions forment un tout, un ensemble cohérent, partagé qui ne recule pas devant la complexité des défis à relever collectivement.

### « Parce qu'on ne peut pas avoir raison tout seul »

L'originalité du PPV réside dans le fait que les 90 propositions sont issues de travaux collectifs à partir de l'action et de la réalité vécue par les acteurs des organisations qui composent le PPV et qui attendent que des réponses soient rapidement apportées aux difficultés rencontrées au quotidien sur le terrain

Le PPV a une déclinaison locale. Les groupes locaux du Pacte du pouvoir de vivre sont des alliances initiées à des échelles locales (ville, département ou région) par des organisations qui se retrouvent dans le projet du Pacte. Chaque groupe local s'organise de façon autonome en fonction de ses moyens humains, réalités locales, ressources financières...

Des propositions nourrissent déjà des décisions publiques. Exemples : à Concarneau en Bretagne, le collectif du PPV a créé l'association « Territoire zéro chômeur de longue durée » pour favoriser la création d'emplois au service de la transition écologique et de la cohésion sociale du territoire ; dans les Pays de Loire, des salariés ont voté pour des propositions du PPV qu'ils souhaitaient porter en priorité au sein de leur entreprise : la revalorisation des métiers majoritairement occupés par des femmes ou pour un meilleur accès aux produits locaux éco responsables dans la restauration collective .

Ce sont des actions concrètes qui permettent aux citoyens de peser et d'agir sur le cours des événements.

Vous pouvez consulter les 90 propositions du PPV sur le lien suivant : [www.pactedupouvoirdevivre.fr](http://www.pactedupouvoirdevivre.fr)

### Le PPV en Midi-Pyrénées

Dans le **Tarn et Garonne**, un groupe local se constitue et décide de se pencher sur les 5 propositions suivantes :

Proposition 14 : Garantir un accès à la santé en développant notamment les maisons et centres de santé.

Proposition 45 : Réengager l'Etat dans le maillage ferroviaire

Proposition 26 : Favoriser l'accès aux produits locaux éco-responsables (promotion des circuits courts)

Proposition 31 : Soutenir l'ESS

Proposition 49 : S'engager dans les énergies renouvelables

Organisation d'un apéro débat et de réunions avec des associations. Ont répondu : Emmaüs, La Cmade, la FNATH, FNE, ZéroWaste, France Alzheimer, ADMD. (Daniel Villa-Vega)

#### Dans le **Tarn** : (Bernadette Ravaille)

Le PPV est une plateforme partenariale qui fédère une vision globale sur le territoire départemental de la lutte contre la pauvreté, la précarité, favorise la transition écologique et l'accueil des migrants. De nombreuses associations ont répondu à l'appel : Afev, Andés, Asséco, ATD Quart Monde, CFDT, CFTC, la Cimade, Emmaüs, Fondation abbé Pierre, les Francas, Habitat et Humanisme, Intergénérationnel81, Léo-Lagrange, Maintendue31, le Mouvement associatif, Mutualité Française/UMT, PEP81, Secours Catholique, Uniscité 81. D'autres contacts sont en cours...

En **Haute-Garonne** : Le 20 mai, la SSR 32/09 réunira ses adhérents pour débattre du PPV .

# Le triste bilan du quinquennat Blanquer

Si Jean-Michel Blanquer a battu le record de longévité comme Ministre de l'Education Nationale, cette durée exceptionnelle ne s'est pas traduite par des résultats exceptionnels, loin s'en faut. L'inventaire des nombreux dossiers dont il avait la charge conclut à un bilan globalement négatif et les réformes entreprises n'ont pas réussi à gommer les fortes inégalités de notre système scolaire et universitaire.

## Universités et Recherche : sélection accrue et pénurie.

Parcoursup a créé des frustrations et un sentiment d'injustice (en juillet 2021, 90 000 candidats sur 840 000 n'avaient pas d'affectation, dont 45 000 lycéens...). Le manque de moyens est flagrant, même si la Loi ORE de mars 2018 a fléchi des financements vers des dispositifs pédagogiques à destination d'étudiants en difficulté. Mais on a assisté à une précarisation des chercheurs avec des CDI « de mission », qui, pour le Sgen-CFDT sont « ...une sorte de CDD sans fin, pouvant être interrompus à n'importe quel moment... ».

## Education Nationale : réformite et résultats très mitigés

Elle était sensée simplifier une procédure trop lourde, trop chère et trop stressante...Résultats : les épreuves terminales comptent pour 60% de la note finale et, seulement 40% du contrôle continu. Le Sgen-CFDT regrette cela en estimant « ...qu'il y a une trop forte focalisation sur les notes et les épreuves... ».

### **La priorité au primaire :**

Le dédoublement des classes de CP et de CE1 et de Grande Section en école maternelle en éducation prioritaire constitue la réforme emblématique de ce niveau d'enseignement. Cela a validé la revendication syndicale d'un allègement des effectifs-classe pour un meilleur apprentissage. Cependant, cette réforme s'est faite au détriment d'un dispositif efficace en éducation prioritaire (« plus de maîtres que de classes ») et les moyens incontestables alloués au primaire (créations de 9 135 postes depuis 2018) ont été récupérés sur des moyens du secondaire (suppression de 4 800 postes) ; une belle illustration du « déshabiller Pierre pour habiller Paul »...

### **Formation des enseignants :**

Ce domaine n'a pas lui non plus échappé à la réformite de ce ministère. Un nouveau master a été créé (le MEEF). Tout en préparant ce master, les étudiants doivent aussi assurer des heures d'enseignement, rédiger un mémoire de recherche et suivre des cours de pédagogie dans les INSPé (successeurs des IUFM). Considérant la charge considérable de travail, le Sgen-CFDT aurait préféré que les étudiants en MEEF préparent ce diplôme en alternance « ... avec un maître d'apprentissage et un exercice professionnel progressif, sans être responsables de classe... ».

## **Budget : Quoi qu'il en coûte, mais pas trop...**

En 2021, le budget de l'Education Nationale était de 55,1 milliards d'Euros, le plus élevé de l'état. Par rapport à 2020, ce budget a bénéficié d'une augmentation de 1,6 milliards, soit + 2,6 % (soit un peu moins que l'augmentation du budget de l'état). Cependant la part du PIB que la France consacre à l'Education stagne (6,7%). 2039 postes ont été créés dans les écoles en 2021, mais 2039 ont été supprimés dans le second degré...

## Revalorisation : du mieux mais l'auxiliarat augmente

Un effort a été accompli sur les salaires. Mais ce progrès bénéficiera surtout aux débuts de carrière. Le métier enseignant en France demeure notoirement moins rémunéré que dans les autres pays européens. Le recours aux contractuels s'accélère et suit cette tendance lourde de la fonction publique (20% de contractuels parmi les 5,6 millions d'agents de publics en 2019). Ainsi, si le second degré utilise l'auxiliarat depuis longtemps, cette pratique touche à présent les écoles, épargnées jusqu'à présent. Autre point noir, le gel du point d'indice de la fonction publique depuis 2018.

## Gouvernance : verticalité et autoritarisme

Avancer à marche forcée, cet impératif, porteur de précipitation et surtout d'absence de concertation, est le marqueur du management Blanquer. Les enseignants ont été négligés, le Ministre semblant privilégier l'opinion publique dans sa communication omniprésente, niant leur expertise et leurs organisations syndicales. Mais, la crise sanitaire, avec ses protocoles maintes fois revus, ses couacs de communication, a fait craquer le vernis de l'image de professionnalisme que souhaitait incarner ce Ministre.



Au final, Jean-Michel Blanquera t-il beaucoup transformé le système ? Hormis le lycée et le bac, qui devront être probablement encore aménagés pour pouvoir fonctionner, il y a peu de transformations durables. Dans l'École, comme ailleurs, le changement prend du temps et ne peut se faire qu'en s'appuyant sur les acteurs du système pas en les brutalisant. Seul, on croit avancer vite mais on ne va pas très loin !

Le Ministre laisse en tout cas le système éducatif dans un état de méfiance et d'épuisement qui risque de marquer pendant longtemps les enseignants. Cet état d'esprit est très inquiétant pour la suite puisque il obère grandement toute possibilité de changement. S'il n'a pas détruit l'école, il a en effet détruit une bonne partie de l'optimisme voire de la combativité. Cette défiance à l'égard de l'idée même de réforme peut conduire au conservatisme.

Claude Alliot

La CFDT s'adresse aux candidat(e)s

Des propositions des candidat(e)s pour l'Education

# LES 40 QUESTIONS DE LA CFDT

ADRESSE AUX CANDIDATES  
ET CANDIDATS À L'ÉLECTION  
PRÉSIDENTIELLE 2022

Pour avoir accès à ce document, rendez-vous sur le site de la CFDT:

[https://cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2022-03/20220304\\_sg\\_inforap18\\_adresse\\_\\_aux\\_\\_candidats\\_annexe\\_2022-03-04\\_17-08-58\\_662.pdf](https://cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2022-03/20220304_sg_inforap18_adresse__aux__candidats_annexe_2022-03-04_17-08-58_662.pdf)

## Audition de candidat(e)s par la CFDT

La CFDT a organisé une audition des candidates et des candidats à l'élection présidentielle le 10 mars. Ils seront six à se prêter à l'exercice : Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Emmanuel Macron représenté par Richard Ferrand, Jean-Luc Mélenchon représenté par Eric Coquerel, Valérie Pécresse représentée par Damien Abad, et Fabien Roussel.

Les candidates et les candidats sont invités à s'exprimer sur les 5 thèmes suivants:

1. Le dialogue social, le rôle du syndicalisme et la conception du pouvoir
  2. Le modèle social français, la couverture des risques et la solidarité
  3. L'économie et la transition écologique
  4. Le pouvoir d'achat, les conditions de travail et d'emploi
- L'Europe, l'International et la régulation.

Pour visionner l'audition de ces candidats, voir ce site:

<https://www.dailymotion.com/video/x88w4l8>

Candidat(e)s Thèmes	<b>HIDALGO Anne</b>	<b>ROUSSEL Fabien</b>	<b>JADOT Yannick</b>	<b>MELANCHON Jean-Luc</b>
<b>Enseignement supérieur / Recherche</b>	Supprimer Parcoursup. Consacrer 3% du PIB à la recherche et au développement.	Augmenter le budget de 43%. Supprimer Parcoursup.	Remplacer Parcoursup par un système transparent. Orienter le crédit d'impôt recherche vers des projets environnementaux.	Supprimer Parcoursup. Redonner les moyens nécessaires à la recherche.
<b>Bac</b>		Revenir à un bac commun.	Revenir sur la réforme du bac.	Rétablir le diplôme national du bac, sans contrôle continu.
<b>Formation et enseignement professionnel</b>	Doter les jeunes d'un capital de 5 000 Euros.	Rétablir bac pro en 4 ans et création de CAP pour toutes les filières.	Développer les lycées polyvalents. Créer des passerelles entre les voies. Augmenter les heures d'enseignement général.	Instaurer une allocation d'autonomie pour les jeunes et un emploi spécifique jeune. Renforcer l'enseignement général. Créer 8 000 classes. Bac pro en 4 ans.
<b>Education prioritaire</b>	Mettre fin aux ghettos scolaires		Poursuivre le dédoublement des classes GS/CP/CE1.	Réduire les effectifs classe. Etablir une carte de l'Education prioritaire.
<b>Inclusion élèves handicapés</b>	Doter les aidants d'élèves handicapés d'un statut pérenne.	Améliorer l'accueil des enfants handicapés. Titulariser les accompagnants.	Intégrer les AESH à la fonction publique. Créer des infrastructures adaptées aux handicapés.	Rendre l'accessibilité aux locaux. Construire une école inclusive. Rétablir les RASED.
<b>Revalorisation</b>	Rémunérer les enseignants au niveau des cadres.	Augmenter les salaires de 30%.	Augmenter de 20% sur le quinquennat le salaire des enseignants.	Augmenter les salaires de 15% immédiatement.
<b>Petite enfance</b>	Attribuer l'allocation de rentrée scolaire dès la maternelle	Réduire les effectifs classe (15 élèves en petite section / 20 en maternelle).	Développer le service public de la petite enfance.	Ouvrir 500 000 places de crèche et modes de garde en 5 ans. Droit à la scolarisation dès 2 ans.
<b>Moyens alloués à l'Education</b>		Augmenter le budget de 45%. Recruter 90 000 enseignants	Recruter 75 000 enseignants.	Réduire les effectifs de classe à 19 élèves par classe. Recruter 160 000 enseignants.
<b>Contenu de l'enseignement scolaire</b>	Lancer les états généraux de la pédagogie.	Programmes scolaires en 3 tiers	Confier l'élaboration des programmes scolaires à une autorité indépendante.	Intégrer l'écologie dans les programmes scolaires. Eduquer à la citoyenneté.

Candidat(e)s Thèmes	<b>MACRON Emmanuel</b>	<b>PECRESSE Valérie</b>	<b>LE PEN Marine</b>	<b>ZEMMOUR Eric</b>
<b>Enseignement supérieur / Recherche</b>	Recherche priorité nationale. Plus d'autonomie pour les universités.	Lancer l'étape 2 de l'autonomie des universités. Renforcer le crédit d'impôt recherche pour les PME.	Passer d'une sélection par l'échec à une sélection au mérite. Renforcer la complémentarité de l'université et des grandes écoles.	Facultés plus sélectives et retour du contrôle de l'état sur les universités.
<b>Bac</b>			Supprimer réforme du bac et en faire un examen national.	Rétablir bac national.
<b>Formation et enseignement professionnel</b>	Effort massif pour l'apprentissage.	Créer un « revenu jeune actif » de 670 Euros par mois. Rapprocher les LEP des entreprises.	Revalorisation du salaire des apprentis de 200 à 300 Euros.	Favoriser l'apprentissage. Créer des filières pré-professionnelles dès la 4 <sup>ème</sup> .
<b>Collèges</b>	Renforcer les dispositifs d'orientation. Stages de remise à niveau.	Examen à l'entrée en 6 <sup>ème</sup> . En finir avec le collège uniforme. Externats d'excellence.		Mettre fin au collège unique.
<b>Education prioritaire</b>	Diviser par deux les effectifs classe en CP, CE1 en REP et REP+		Suppression de la « discrimination positive ». Vidéoprotection dans les établissements	
<b>Inclusion élèves handicapés</b>	Augmenter le temps de travail des AESH		Renforcer l'accessibilité	Sortir de l'obsession de l'inclusion
<b>Revalorisation</b>	Augmentation des rémunérations liées à de nouvelles missions.	Accélérer les changements d'échelon en début de carrière.	Revaloriser le salaire des enseignants. Augmentation de la grille indiciaire de 3% par an.	Revaloriser le salaire des enseignants (progression de carrière et primes d'excellence).
<b>Petite enfance</b>	Maintenir le rythme de création de places en crèche.	Restaurer l'universalité du complément du mode de garde.		Créer 60 000 places de crèche en 5 ans.
<b>Moyens alloués à l'Education</b>	Création de 4 000 à 5 000 postes en éducation prioritaire.	Créer 10 000 postes supplémentaires et régionaliser leur recrutement.	Etablir un maximum de 30 élèves par classe.	
<b>Contenu de l'enseignement</b>	Priorité aux fondamentaux « lire, écrire, compter ».		Remettre au cœur de l'enseignement français, maths, histoire. Définir par la Loi les contenus des enseignements.	Rétablir le certificat d'études primaire. Restaurer la discipline. Rétablir les savoirs fondamentaux.



Candidat(e)s / Thèmes	<b>POUTOU Philippe</b>	<b>LASSALLE Jean</b>	<b>DUPONT- AIGNAN Nicolas</b>	<b>ARTHAUD Nathalie</b>
<b>Recherche / Enseignement supérieur</b>	Suppression de parcoursup et de la sélection. Pas de patrons dans les conseils d'administration		Revoir Parcours- sup	Contre l'auto- nomie des éta- blissements
<b>Bac</b>	Retour aux di- plômes natio- naux	Revenir sur la ré- forme du bac.	Revenir à un bac national	
<b>Enseignement professionnel</b>		Valoriser l'alter- nance.	Priorité à l'ap- prentissage en alternance	
<b>Collèges</b>		Favoriser les voyages scolaires.		
<b>Education prio- ritaire</b>	Maximum 12 élèves classe	Renforcer la for- mation des ensei- gnants, les RA- SED, les ULI .		
<b>Inclusion élèves handicapés</b>	Titularisation des AESH			
<b>Petite enfance</b>				
<b>Revalorisation</b>	Augmenter les salaires de 33%	Revaloriser les salaires et le sta- tut des ensei- gnants.	Augmenter les salaires des enseignants de 20%	Embaucher des centaines de milliers de sa- lariés.
<b>Moyens alloués à l'Education</b>	Créer 100 000 postes. 20 élèves maxi par classe	Limiter le nombre d'élèves classe partout.		Consacrer l'ar- gent public à l'Education pas au patronat. Baisser le nombre d'élèves classe.
<b>Contenus de l'enseignement</b>	Pédagogies émancipatrices	Nommer une ma- jorité d'ensei- gnants au CS des programmes. Va- loriser Lire Ecrire Compter	Priorité aux savoirs fonda- mentaux.	

# Compte-rendu de l'Assemblée Générale de l'UFR du Sgen-CFDT

## Assemblée Générale de l'Union Fédérale des Retraités (UFR) du SGEN des 9 et 10 mars 2022

Les délégués présents étaient heureux de se retrouver en présentiel après plusieurs réunions et notamment l'AG de l'année dernière en visio-conférence. Nous étions une quarantaine au siège de la fédération, rue Bolivar à Paris. Midi-Pyrénées était représenté par Suzy Salvadori, Bernadette Ravaille et Bernadette Marty.

### *Le syndicalisme ne s'arrête pas à la retraite*

Durant la première demi-journée, un diaporama a présenté les activités de l'UFR qui reçoit 15% des cotisations des adhérents des SSR en vue essentiellement de faciliter le passage d'adhérents du SGEN à adhérents CFDT retraités. L'UFR s'est investie pour répondre, dans le cadre de réponses à la carte, aux questions dans son champ de compétences.

Puis un échange a eu lieu entre régions sur la vie des sections syndicales de retraités (SSR). Beaucoup ont insisté sur l'importance de garder un lien fort avec les syndicats d'actifs pour qu'ils sensibilisent leurs adhérents proches de la retraite à continuer à adhérer à la CFDT après la retraite. Par ailleurs, les retraités apportent une aide souvent bienvenue aux syndicats d'actifs notamment en période d'élections professionnelles sur des tâches chronophages comme la mise à jour de fichiers ou l'édition de journaux par exemple. Des SSR organisent des rencontres autour de thèmes avec des intervenants extérieurs (l'habitat inclusif, la grande pauvreté...). Plusieurs SSR font des livrets d'accueil et des journaux destinés aux retraités. En lien avec les syndicats d'actifs, des retraités participent à l'accompagnement des actifs qui vont partir à la retraite.

Jean-Marc Marx, de la CE fédérale est intervenu sur l'actualité revendicative avec notamment un point sur le mouvement des « essentiels » du 8 mars où le SGEN a notamment porté le dossier des AESH (Aide aux Elèves en Situation de Handicap) personnels à temps partiel mal reconnus. Il a insisté sur la solidarité intergénérationnelle et sur la solidarité internationale avec l'Ukraine. Pour les élections présidentielles, Jean-Marc a rappelé la position de la CFDT qui consiste à ne pas donner de consigne de vote mais de faire barrage à l'extrême droite.

Dominique Fabre de l'Union Confédérale des Retraités (UCR) est également intervenue pour indiquer que le syndicalisme retraité est de plus en plus reconnu et en développement au sein de la confédération. Elle a insisté sur les revendications des retraités en particulier pour la reconnaissance de la parole des personnes âgées notamment en EHPAD.

La deuxième demi-journée a été consacrée à un débat sur le Pacte du Pouvoir de Vivre (PPV) en présence de Pierre Marie Rochard de la CE fédérale et d'un représentant de la Mutualité française, Valentin Jeufrault.

PM Rochard a rappelé le contexte de création du PPV : c'était en 2019 juste après l'épisode des Gilets Jaunes. C'était une période de doutes et de remise en cause des corps intermédiaires. La CFDT a alors pris l'initiative de se tourner vers d'autres organisations. Depuis 3 ans, les choses ont un peu changé ; il y a une meilleure prise en compte des corps intermédiaires mais il ne faut pas oublier que le syndicalisme est mortel. Beaucoup de questions se posent : comment crée-t-on des « règles de vie » communes ? Doit-on tout attendre du politique ? Primauté de la loi sur le contrat, importance de la dimension contractuelle ; la culture mutualiste et le mouvement ouvrier nous ont montré que plus on est nombreux, plus on est fort. Il y a un besoin d'avoir un retour du terrain : qu'est-ce qui marche ou pas ? Cette implication dans le PPV nous engage ; il ne faut pas laisser retomber le soufflet, travail à prévoir sur la durée. A noter que l'UNSA et la CFTC qui étaient partie prenante du PPV viennent de le quitter....

Valentin Jeufrault a brossé un tableau de la situation des mutuelles : augmentation de la concurrence avec les assurances, culture insuffisante de la prévoyance en France, 4 % de la population n'a pas de couverture santé et la mutualité a des solutions pour la prise en charge du grand âge.

Le PPV fait du lobbying pour l'intérêt général. Il faut le diffuser et le faire vivre localement. La CFDT veut laisser les acteurs locaux agir et s'impliquer dans les territoires ; il n'y a pas de « prêt à penser », (c'est un des principes de la CFDT).

Enfin Alain Schneider représentant le SGEN étranger a présenté un historique succinct des relations entre l'Ukraine et la Russie, a dressé un tableau de la situation des établissements français dans ces deux régions. (voir en PJ la motion votée à l'unanimité par l'assemblée générale).

## **Conseil de l'UFR Sgen-CFDT des 9, 10 et 11 mars 2022**

Troisième réunion du conseil depuis l'AG de 2021.

*Note sur l'information et la communication* : rappel sur le plan de travail déjà élaboré :

Poursuite de la publication des suppléments retraités dans PE en incitant les SSR à envoyer des témoignages et articles

Diffusion et partage des informations sur les réseaux (facebook, twitter...) particulièrement pour les élections professionnelles

Création d'un espace de mutualisation pour les SSR, les conseillers, le bureau

Alimentation du site (le supplément retraité est sur le site fédéral)

Trombinoscope des conseillers finalisé

**Développement** : Bernard Massabieaux présente l'évolution des cotisations des adhérents de l'UFR SGEN : +1,19 % en 2021 ; en 2020 l'UFR SGEN représentait 8,5 % des cotisations de l'UCR.

**Formation d'équipe pour le conseil UFR** : prévue les 31 mars et 1 avril 2022, faute de participants elle sera reprogrammée les 14 et 15 septembre 2022 et s'appuiera sur le rapport d'orientation défini au congrès 2021.

**Etat des lieux des signatures des conventions entre SSR et UTR dans les régions** : situations très diverses : de conventions signées sans problème à non reconnaissance des SSR dans certaines UTR.

**Budgets 2020 et 2021 de l'UFR** : Le budget de l'UFR est géré par la trésorière du SGEN, Françoise Lambert. Il prend en compte les recettes (15 % cotisations des adhérents des SSR) et les dépenses (charges proportionnelles au nombre de militants, à la surface des bureaux occupés, au nombre d'abonnements PE et supplément retraité). Après une année 2020 durant laquelle les dépenses ont été réduites, en 2021 le budget 2021 reste excédentaire et les ressources UFR représentent 109,9% des dépenses.

**Tour de table sur la préparation en régions du congrès CFDT à Lyon du 13 au 17 juin 2022**

Bernadette Ravaille

## A propos des migrants...

*Ce texte d'Henri qui date de fin décembre 2021, prend un relief particulier avec la guerre en Ukraine et son flot de réfugiés...*

### Journée internationale des migrants

Les États Généraux des Migrations 65, qui rassemblent le Réseau Éducation Sans Frontières avec toutes ses composantes associatives, syndicales, politiques et citoyennes, Amnesty International, le CCFD-Terre Solidaire, le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, et le Secours Catholique-Caritas, se mobilisent aujourd'hui **contre une politique migratoire qui est à la fois inhumaine, illusoire, dangereuse et irresponsable.**

**-inhumaine** comme le montrent la multiplication des morts à nos frontières, et la situation indigne et dégradante des personnes candidates à l'immigration dans nos pays d'Europe.

**-illusoire** car les quelques centaines de milliers de candidats à l'immigration dans nos pays riches, qui ne représente que 10 à 15% du total des migrants mondiaux annuels (la plupart restant dans les pays voisins du leur) sont généralement les plus jeunes, les plus éduqués et les plus déterminés à réaliser leur rêve européen. Ils sont prêts pour cela à prendre tous les risques, au péril de leur liberté ou de leur vie.

**-dangereuse** car la fermeture des frontières les offre en pâture à tous les trafiquants d'êtres humains, voire au crime organisé qui se voient offrir de nouveaux marchés par nos gouvernements.

**-irresponsable** car cette politique crée des tensions aux frontières et alimente le chantage de gouvernements voisins comme ceux de Biélorussie ou de Turquie ainsi que les fantasmes d'invasion cultivés par l'extrême-droite chez nous.

**A cette politique nous opposons une politique d'accueil et d'hospitalité :**

**-une politique humaine** rendrait à ces migrants leur humanité et nous permettrait de recouvrir la nôtre, ainsi que le souligne l'hebdomadaire le "1" actuellement en kiosque avec son titre : "Migrants sommes-nous encore humains ?" et cette citation de GB Shaw (écrivain irlandais, 1856-1950) : "Le pire péché envers nos semblables, ce n'est pas de les haïr, mais de les traiter avec indifférence; c'est-là l'essence de l'inhumanité."

**-une politique réaliste** car elle prendrait en compte la présence réelle de tous ces gens réduits à la clandestinité et qui de toutes façons sont là, quoi que l'on fasse.

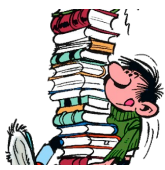
**-une politique sécurisante** car elle assècherait le marché des trafiquants d'êtres humains et du crime organisé.

**-une politique responsable** car elle dégonflerait les fantasmes d'invasion dont se nourrit la peur cultivée par l'extrême-droite.

Henri Lourdou

# La page culturelle

## Livres



**JEAN REINERT Les amants de BAGDAD** (GALLIMARD 2006)

Que retiendrons-nous de la guerre en Ukraine : un exode en bus scolaire ? Comme nous avons mémorisé les cerfs volants de Kaboul ou bien les chiens de Sarajevo ou bien les terrasses de Bagdad .....

Bagdad, avril 2003. En attendant l'orage de feu imminent, la rencontre amoureuse entre deux passionnés de poésie sur une terrasse .....

« Ne m'en veux pas

La mort est devenue mon calendrier

Et mon pays, mon cimetière

Ne m'en veux pas

Entre mon berceau et ma tombe, des montagnes

Et des plaines pétries de mes tourments »

(Samih- al -Quassi, Israel , 1980 Je t'aime au gré de la mort)

Anne-Marie Assalit



## Cinéma

"**La place d'une autre** ", film de Aurelia Georges, avec Lyna Khoudry et Sabine Azema notamment, raconte l'histoire d'une jeune femme, infirmière sur le front en 1914, qui prend l'identité d'une autre jeune femme morte sous ses yeux et se présente chez une riche veuve .

Vision de la guerre 14-18 par un angle inattendu et prise de conscience que l'empathie peut être source d'injustice.

"**Presque**" de Bernard Campan et Alexandre Jollien, à la fois réalisateurs et comédiens, raconte la rencontre inattendue de deux hommes dont l'un est un handicapé tandis que l'autre exerce le métier de croque-mort. La vie, la mort, le handicap! Film tendre, cocasse, émouvant, plein d'humanité. Il porte un regard intelligent sur bien des aspects du monde du handicap. Vivement conseillé de ne pas le rater !

Michèle Ferlet

**La Brigade** comédie dramatique réalisée par Louis-Julien Petit.

Cathy-Marie, passionnée de cuisine rêve d'ouvrir un jour son propre restaurant. Employée dans un restaurant de luxe, elle s'oppose violemment à sa cheffe et rend son tablier. Au chômage et sans autre proposition, elle accepte le poste de cantinière dans un foyer pour jeunes migrants. Après une période d'adaptation difficile, elle décide de mettre son savoir-faire au service des jeunes du foyer.

Dans le registre du cinéma engagé, le réalisateur signe son cinquième film social qui combine comédie, drame, émotions et humanité. Plusieurs migrants ont révélé dans ce film un vrai talent d'acteurs et crèvent l'écran aux côtés d'Audrey Lamy et François Cluzet.

Bernadette Ravaille

## Section Syndicale des Retraités ( SSR) Sgen-CFDT

**UTR CFDT 31 /09** ,3, chemin du pigeonier de la Cépière ,31000 Toulouse

**UTR CFDT 12** , 23 avenue de la Gineste 12000 RODEZ

**UTR CFDT 32** 40 rue Rouget de L'isle, 32000 AUCH

**UTR CFDT 46** bourse du travail, place Claude Rousseau 46000 CAHORS

**UTR CFDT 65** 5 boulevard du Martinet 65000 Tarbes

**UTR CFDT 81** maison des associations, 1 place du 1er mai 81100 CASTRES

**UTR CFDT 82** , 23 Grand'rue Sapiac BP 837 82000 Montauban

**Téléphone SSR : 06 21 07 00 59**  
**Messagerie SSR SGEN CFDT:**  
**retraites.sgen.cfdt@gmail.com**

Disponible (s) un peu, beaucoup ou pas du tout , les adhérent-es retraité-es ont toujours leur place dans la vie de la CFDT.

A la retraite, l'adhésion n'est pas automatique, c'est une réelle décision .

Vous êtes adhérent-e du Sgen-CFDT,

Vous venez de prendre votre retraite

Vous êtes en retraite depuis plusieurs années .

Pourquoi poursuivre votre adhésion à la CFDT dans le cadre de la Section Syndicale des Retraités ?

- \* Etre solidaire de notre syndicat professionnel

( 15 % versé à la Fédération )

- \* Soutenir les revendications et agir pour améliorer nos conditions de vie avec tous les autres retraités.

- \* Etre informée-e grâce à la presse syndicale qui donne une analyse de l'actualité et de la société correspondant à nos valeurs.

*Le tableau ci-dessous vous permet de calculer le coût réel de la cotisation.*

Pension mensuelle en €	Cotisation mensuelle en €			Cotisation annuelle en €			Cotisation mensuelle après déduction
	Cotis de base 0,50%	Supplément Sgen 0,16%	Cotisation SSR Sgen 0,66%	Cotisation payée	Réduction ou remboursement d'impôt 66% de la cotisation	Cotisation réelle	Cotisation de base + SSR Sgen-CFDT
<b>1000€</b>	5	1,6	<b>6,6</b>	79,2	52,27	26,92	<b>2,24€</b>
<b>1500€</b>	7,5	2,4	<b>9,9</b>	118,8	78,40	40,39	<b>3,36€</b>
<b>2000€</b>	10	3,2	<b>13,2</b>	158,4	104,54	53,85	<b>4,48€</b>
<b>2500€</b>	12,5	4	<b>16,5</b>	198	130,68	67,32	<b>5,61€</b>
<b>3000€</b>	15	4,8	<b>19,8</b>	237,6	156,8	80,78	<b>6,73€</b>
<b>3500€</b>	17,5	5,6	<b>23,1</b>	277,2	182,95	94,24	<b>7,85€</b>
<b>4000€</b>	20	6,4	<b>26,4</b>	316,8	209	107,71	<b>8,97€</b>

Vous pouvez choisir le paiement de la cotisation par prélèvement tous les 3 mois . A votre demande , le trésorier de l'UTR interrompra le prélèvement si vous le souhaitez. **Le paiement par chèque est à l'ordre de l'UTR CFDT de votre département.** .

**Claude Alliot, Anne –Marie Assalit, Michèle Ferlet, Bernadette Marty, Bernadette Ravaille, Suzy Salvadori, Mireille Torregrosa, Daniel Villa Vega**